

ÉtuCris : Étudiants et étudiantes en crise, se rendant à l'aide alimentaire francilienne

- Portes ouvertes à l'aide alimentaire francilienne pour des étudiants¹ surtout étrangers non boursiers, une façon bienvenue de réduire ses dépenses ;
- Un accès à l'aide alimentaire dépendant de l'allocation du temps d'étudiants à la recherche d'autres ressources ;
- Une aide comme socle ou complément alimentaire, parmi d'autres voies d'accès à de la nourriture gratuite ou bon marché ;
- La persistance d'états de faim et une santé mentale dégradée, aller au-delà de l'offre de nourriture.

1/ Eléments de contexte

Alors que la crise sanitaire du Covid-19 réduit les possibilités de « petits boulots » des étudiants, en conduit certains à recohobiter avec leurs familles ou à se confiner dans des logements exigus pendant les confinements, la précarité étudiante est posée comme un problème public très médiatisé avec en plus de fortes inquiétudes à propos de leur santé mentale. Les longues files d'attente en distribution alimentaire en viennent à symboliser la situation. Une offre d'aides spécifiques à la population estudiantine est en effet mise en place dans l'urgence par diverses associations, surtout à partir de la rentrée 2020-2021, suivie du déploiement d'une mesure politique au second semestre universitaire : l'ouverture des menus à 1 € pour tous les étudiants aux restaurants du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (Crous). L'enquête ÉtuCris s'empare de cet objet en interrogeant, après le pic critique de la crise, des volontaires rencontrés lors de créneaux de distributions alimentaires associatives en Île-de-France en décembre 2021 - janvier 2022². Des études sur les bénéficiaires de certaines associations pourvoyeuses de cette aide dédiée aux étudiants, où ils se rendent préférentiellement en recourant semble-t-il très peu aux services généralistes pourtant plus nombreux, ont déjà paru³. Elles déterminent notamment que les personnes de nationalité étrangère sont majoritaires, que moins d'un tiers des personnes servies perçoivent une bourse d'études, que plus de la moitié évoquent des formes de précarité alimentaire sans pour autant recourir massivement aux menus à 1 € du Crous. ÉtuCris part de ces constats pour affiner la description des profils et des conditions de vie des étudiants recourant à ces services de distribution alimentaire.

2/ Description de la question de recherche

Si la précarité étudiante peut difficilement être saisie au détour de quelques questions sur le montant des ressources individuelles, vu les disparités budgétaires parmi cette population⁴, le recours à l'assistance compte parmi les signes de forte vulnérabilité économique des étudiants⁵. Pour l'enquête ÉtuCris, il s'agit donc de cibler un segment particulier d'étudiants, dans une situation de précarité objective puisque concerné par le recours à l'aide alimentaire. Comment se prend la décision de s'y rendre, et selon quelles modalités de fréquentation y vient-on ? Que représente cette aide dans la vie économique et alimentaire des étudiants ? Leur permet-elle de manger à leur faim ? Vu leur présence dans un service qui fournit de la nourriture gratuite, ces étudiants sont considérés

¹ Dans ce texte, « étudiant » a une valeur générique pour le féminin et le masculin.

² L'enquête s'inscrit dans un projet de documentation des déséquilibres induits par la crise sanitaire pour des groupes sociaux fragilisés dès le premier confinement et est financée en fonds propres ainsi que par l'Agence régionale de santé d'Île-de-France, la Fondation Daniel et Nina Carasso et la Fondation de France, la Ville de Paris et la Caisse nationale des allocations familiales.

³ On peut consulter les rapports d'étude : Co'p1, *Enquête sur les étudiantes et étudiants bénéficiaires de colis alimentaires*, diffusé en mai 2021, URL: <https://cop1.fr/wp-content/uploads/2021/05/ETUDE-Cop1-Complete-65p.pdf> ; Linkee, *Un an de précarités étudiantes: les sacrifices d'une génération*, diffusé en juillet 2021, URL: <https://linkee.co/une-etude-menee-par-linkee-sur-la-precarite-etudiante-un-an-de-precarites-etudiantes-les-sacrifices-dune-generation/> .

⁴ Il faut considérer les ressources différemment selon s'il y a décohabitation ou non avec les parents, présence ou non d'aides en nature de la famille (difficilement quantifiables), possibilité de soutien financier conséquent même ponctuel...

⁵ Voir en particulier les constats de Claude Grignon dans *Les étudiants en difficulté, pauvreté et précarité*, Rapport du président du conseil scientifique de l'Observatoire national de la vie étudiante à Monsieur le ministre de l'éducation nationale, mai 2000.

comme un public qui n'est pas en capacité de s'alimenter sans se restreindre à compte propre. Trouvent-ils de quoi répondre à ce besoin fondamental en allant chercher des paniers de denrées élémentaires ? D'autres besoins s'expriment-ils à l'aide alimentaire, si bien que l'on puisse la considérer comme un « produit d'appel » pour proposer des formes d'accompagnement d'autres natures ?

En se rendant dans diverses distributions, certaines d'accès plus restrictif que d'autres, nous cherchons également à savoir si la population et la relation à l'aide diffèrent entre files actives d'associations. Se présenter comme une personne impécunieuse pouvant freiner la venue à l'aide alimentaire, est-ce que le fait de proposer cette aide de façon dédiée à une frange de population et sans autre critère que d'être étudiant lève des barrières du non-recours ?

3/ Méthodologie employée

L'étude combine deux volets, par questionnaire et par entretien complémentaire. Près de 500 volontaires ont répondu aux questionnaires (n=477 questionnaires retenus pour analyse), administrés soit en face-à-face (38 %), soit par téléphone après la rencontre (62 %), pendant au moins une trentaine de minutes par individu. En décembre 2021, une première phase d'étude se concentre sur les files actives d'associations ouvertes à la seule condition de détenir une carte étudiante et de s'inscrire au préalable (Linkee, Co'p1). En janvier 2022, l'étude se poursuit surtout auprès de bénéficiaires d'associations délivrant en théorie des cartes sous conditions de ressources (Restos du cœur, AGORAé de Paris)⁶. Il s'agit de recueillir des informations sociodémographiques, sur la situation d'études, l'état de santé et les besoins de soins, l'habitat, les ressources (familiales, issues de l'activité rémunérée), le recours à l'assistance et en particulier à l'aide alimentaire.

Les premières analyses statistiques nourrissent la sélection de personnes qui ont laissé leurs coordonnées pour un entretien complémentaire, avec des profils contrastés en matière de nationalités, d'obstacles administratifs et résidentiels, d'impacts de la crise sanitaire, de recours à l'aide alimentaire, de lieux d'étude, de problématiques de santé, notamment d'insécurité alimentaire. Une quarantaine d'étudiants sont ainsi interrogés. Pour ces entretiens semi-directifs, l'accent est mis en particulier sur le cumul des formes de précarité, les contraintes budgétaires et les difficultés d'accès à des formes suffisantes de ressources (par l'État, la famille, l'emploi).

4/ Résultats

[Portes ouvertes à l'aide alimentaire francilienne pour étudiants surtout étrangers non boursiers, une façon bienvenue de réduire ses dépenses]

L'élément sociodémographique principal qui influence bien des variables descriptives de la population est la part très conséquente d'étudiants étrangers, 80,5 %, dont 55,6 % d'Africains. Ils viennent plutôt en France pour poursuivre leurs études supérieures (62,5 % sont en master ou doctorat), ainsi la moyenne d'âge de l'échantillon est de 24,5 ans. Leur statut d'étranger implique des enjeux et des démarches administratives spécifiques, avec des répercussions dans de nombreux secteurs de la vie courante : santé, logement, accès au marché du travail étudiant, etc. Ils ne sont en effet pas éligibles aux bourses françaises sur critères sociaux à leur arrivée (10,3 % des étrangers arrivés pour la rentrée 2021-2022 perçoivent une bourse d'étude contre 21,8 % dans l'ensemble de l'échantillon) et ne sont pas prioritaires en résidence du Crous. Décohabitants (98,3 % de l'échantillon ne vit plus avec ses parents), seul un tiers de ces étudiants reçoivent pourtant de l'aide financière familiale régulière. Ils doivent donc se loger en Île-de-France en composant avec des budgets serrés, se confronter à l'administration pour être en règle concernant leurs documents de séjour, détenir une carte vitale, attendre pour obtenir des aides pour le logement. Plus de la moitié d'entre eux sont arrivés en France pour l'année universitaire 2021-2022 (n = 214 contre n = 170 arrivés plus anciennement et n = 93 personnes françaises). Cela se traduit par le fait que 75,7 % des personnes interrogées viennent pour la première fois à l'aide alimentaire en 2021. Peu liée à des répercussions de la crise sanitaire, la présence des personnes à l'aide alimentaire est plutôt le résultat de cette conjoncture. Plus jeunes (la majorité ont moins de 23 ans), dotées en majorité de bourses avec des échelons variables, les personnes françaises semblent avoir des représentations plus construites sur les formes les plus institutionnalisées de l'aide alimentaire. Les entretiens révèlent qu'elles l'ont fréquentée en famille, renvoyant à des conditions de vie précaires

⁶ Quelques observations sont menées également au Secours populaire et un créneau de distribution observé dans une association ouverte à tous les étudiants, On remplit le frigo.

antérieures. Le montant de l'aide familiale régulière reçue par un peu plus du tiers des étudiants français, soit une proportion équivalente aux personnes étrangères, est significativement moins élevé. On les trouve moins dans les files des Restos du Cœur, ce qui pourrait correspondre à un certain évitement d'une association apparentée à la lutte contre la pauvreté. Elles semblent plus en prise avec un sentiment d'illégitimité à recevoir cette forme d'assistance.

Même si une arrivée à retardement est possible à l'aide alimentaire, la plupart des étudiants y arrivent rapidement dans leur parcours francilien et cela au premier semestre universitaire (pour 83,9% de l'échantillon). Cela ne les empêche pas d'estimer (pour 14,3 % des sondés⁷) que la communication publique sur l'existence des distributions pourrait être meilleure. Ils s'y rendent un peu comme à des portes ouvertes, sur les conseils voire accompagnés de camarades, ce qui permet pour certains de dépasser leur sentiment de gêne. La connaissance se fait en effet principalement par le bouche à oreille (pour 57,0 % de l'échantillon et pour 70,6 % des personnes étrangères arrivées pour la rentrée 2021-2022, précédent l'enquête). La conditionnalité n'est pas présentée par les étudiants comme un problème (sauf en cas de délai de réponse important en épicerie sociale), les témoignages concordent pour dire que les associations font preuve d'ouverture vis-à-vis de ce public. Aller rapidement en distribution évite de connaître une situation économique trop dégradée, les étudiants peuvent ainsi faire des économies sur le poste budgétaire de l'alimentation et affronter plus sereinement leurs autres dépenses, surtout le loyer. Pour certains, les distributions sont davantage qu'un lieu pour récupérer des aliments, forme d'assistance accessible, elles sont un premier cheminement pour chercher de l'aide administrative ou financière.

[Un accès à l'aide alimentaire dépendant de l'allocation du temps d'étudiants à la recherche d'autres ressources]

Quoique plus de la moitié des étudiants déclarent fréquenter l'aide alimentaire au moins une fois par semaine, ils ont d'autres moyens de se nourrir. L'étude n'a pas révélé de dépendance forte à cette modalité d'approvisionnement. Après être sortis de leurs périodes sans fond, les étudiants quittent les files des distributions. Le nombre de lieux fréquentés, gérés par une ou plusieurs associations, semble être un indicateur pour cerner quels sont les étudiants qui ne se permettent pas de déboursier beaucoup pour leur alimentation dans le circuit marchand⁸. Aller chercher de la nourriture à l'aide alimentaire est une activité qui nécessite de s'adapter aux contraintes organisationnelles liées aux distributions (inscriptions, horaires le soir et le week-end, temps d'attente), qui prend du temps et ne semble pas toujours la stratégie économique la plus adaptée ou durable pour une population qui jongle entre les temps universitaires, des emplois plus ou moins ponctuels⁹, et des trajets conséquents. L'aide alimentaire régulière est très concentrée à Paris alors que les personnes qui la reçoivent sont majoritairement domiciliées en dehors de la ville, et pour 36,5 % d'entre elles au-delà de la petite couronne. Des mécanismes de procuration existent entre étudiants qui s'organisent pour récupérer des paniers de façon rotationnelle. Le temps consacré à cette activité n'est cependant pas le seul élément mis en balance pour décider d'être plus que passager temporaire de l'aide alimentaire, le calcul coût - avantage se fait aussi en fonction de l'appréciation de l'ambiance, des produits distribués, et des (autres) ressources à disposition.

[Une aide comme socle ou complément alimentaire, parmi d'autres voies d'accès à de la nourriture gratuite ou bon marché]

Peu d'étudiants se permettent d'exprimer une appréciation à propos des distributions, mais quand c'est le cas, ils pointent pour un peu moins de 10 % d'entre eux la diversité des produits comme un élément problématique alors qu'un peu plus de 10 % considèrent cet aspect comme positif, appréciant le fait de trouver une quantité importante de produits divers au même endroit. Les manques alimentaires portent notamment sur les protéines animales (halal), les plats préparés. D'aucuns se voient distribuer des denrées qu'ils ne savent pas cuisiner, le « degré d'intervention »¹⁰ dans la constitution des paniers étant faible, exception faite de l'épicerie sociale. Ils disent faire

⁷ Réponses en champ libre reclassées à la question : « Selon vous, comment l'accès à l'aide alimentaire pourrait être amélioré ? ».

⁸ Ils sont ainsi 12,7 % à fréquenter l'aide alimentaire de façon quasi quotidienne, fréquentant des sites divers, alors que la moitié de l'échantillon (47,7 %) se rend sur un seul site de distribution.

⁹ Parmi ces étudiants, 35,6 % déclarent un job depuis la rentrée universitaire au moment où on les interroge, ce qui correspond au ratio de travailleurs en cours d'année dans d'autres enquêtes en population générale étudiante. Parmi ceux qui ne travaillent pas, les trois quarts déclarent chercher ou avoir cherché un emploi.

¹⁰ Pour reprendre un terme d'Ariane Alberghini, Florence Brunet, Raphaël Grandseigne, Justine Lehrmann, « L'aide alimentaire : acteurs, pratiques et modalités d'accompagnement des publics (II) », *Recherche sociale*, n°222, 2017, p. 15 - 19.

des courses complémentaires dans le circuit marchand pour des questions de quantité et/ou de goût – une politique de chèque alimentaire permettrait de leur donner le choix. Se faisant, ils sont vigilants à dépenser le moins possible, achètent au « compte-goutte » dans des établissements « discounts » et tiennent leur budget en intégrant précisément les rentrées de l'aide alimentaire dans leurs calculs. Elle peut ainsi financer indirectement la constitution de réserves financières en cas d'urgence ou pour de petits plaisirs, culinaires notamment. Les témoignages rapportent explicitement à la tenue stricte des comptes la possibilité d'achats réconfortants gustativement comme les sucreries et aliments du pays d'origine. Les restaurants universitaires sont fréquentés par les personnes boursières ou prêtes à consentir à une certaine somme pour leur alimentation, celles qui n'y trouvent pas leur compte en matière d'offre alimentaire ou qui tiennent à faire le maximum d'économies n'y vont guère. C'est ainsi que parmi l'échantillon 1 personne sur 4 seulement a bénéficié des repas à 1 € du Crous¹¹. Pour les étudiants qui entretiennent des liens de qualité avec des membres de leur famille pas trop éloignés géographiquement, une chance que n'ont que peu d'étudiants interrogés, la famille peut être une source d'approvisionnement importante. Certains prennent des repas sur leur lieu de travail. L'importance de l'aide alimentaire doit donc s'apprécier parmi l'ensemble des ressources sur lesquelles comptent les étudiants. Pour ceux qui sont hébergés chez des tiers ou vivent en colocation et mutualisent les denrées, récupérer des paniers à l'aide alimentaire permet de nourrir d'autres que soi, voire est une façon de contribuer à l'économie du foyer où ils logent. L'aide alimentaire devient alors une base pour supporter la nécessaire réciprocité des relations sociales.

Elle n'est généralement pas vécue comme une réponse institutionnelle à des situations de détresse alimentaire, mais plutôt comme un soutien économique, en nature, en cas de besoin ponctuel, temporaire ou durable, pour des étudiants qui ont le souci de ne pas en dépendre trop lourdement et combinent de multiples ressources.

[La persistance d'états de faim et une santé mentale dégradée, aller au-delà de l'offre de nourriture]

Reste que 25,9 % des personnes interrogées n'avaient pas mangé à leur faim les 30 derniers jours précédant leur rencontre en distribution alimentaire¹². Le recours à l'aide alimentaire ne suffit donc pas à protéger une partie de la population de la faim. Un recours régulier et depuis plus d'un mois à l'aide alimentaire n'est pas associé à un risque plus faible d'être en état de faim modérée à sévère, à niveau socio-économique équivalent. Ce résultat met potentiellement en avant les difficultés des étudiants à venir récupérer suffisamment de denrées et à les cuisiner. La relation entre état de faim et santé mentale est à double-sens : une prévalence plus élevée d'état dépressif majeur (concernant 35,7 % de l'échantillon) est observée chez les étudiants en état de faim modéré à sévère¹³ ; les étudiants ayant un état de santé mentale dégradé ont environ deux fois plus de risque d'être en état de faim. Les autres facteurs associés à une situation d'insécurité alimentaire sont d'avoir des difficultés financières à finir le mois, de ne pas être scolarisé à l'université et de ne pas recevoir de soutien matériel de la part de l'entourage.

Le recours à l'aide alimentaire semble donc être indispensable pour ces étudiants mais insuffisant pour répondre en partie à leurs besoins primaires. Conscientes de l'intrication entre formes de précarités et de détresse, la plupart des associations d'aide alimentaire enquêtées ont tissé des partenariats avec des psychologues, se forment voire proposent d'ores et déjà des points d'informations sur les droits et démarches administratives, notamment pour les enjeux des santé (la moitié des personnes ayant exprimé des besoins de soins interrogées pour ÉtuCris y ont renoncé). Il s'agit dès lors de passer par une forme d'assistance alimentaire peu conditionnelle pour orienter ces étudiants vers d'autres services d'accompagnement social.

¹¹ Le tarif avait évolué au moment de l'enquête EtuCris à 3,30 € pour les étudiants non-boursiers ne s'étant pas déclaré en situation de précarité.

¹² État de faim mesuré grâce à un indice domestique de la faim, le *Household hunger scale* (HHS).

¹³ État dépressif majeur calculé grâce au score de Module A du Mini International Neuropsychiatric Interview (MINI).